

RAPPORT FINANCIER 2002

Exercice terminé le 31 décembre

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Code géographique : 30095

Code :
01

Nom officiel : Lambton

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
RAPPORTS	
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	5
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers	6
Rapport du vérificateur général sur les états financiers (s'il y a lieu)	6.1
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	8
Activités financières	9
Activités d'investissement	10
Coût des services municipaux	11
Surplus (déficit) accumulé	12
Réserves financières et fonds réservés	13
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	14
Évolution de la situation financière	15
Notes complémentaires aux états financiers	16
Dépenses par objets	17
Dettes à long terme	18
Financement des projets en cours	20
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	20
Endettement total net à long terme	21
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Analyse des revenus	
Taxes	23
Paiements tenant lieu de taxes	24
Autres revenus de sources locales	25
Transferts	27
Analyse de la rémunération	28
Analyse des dépenses de fonctionnement	29
Analyse du coût des services municipaux	31
Analyse par fonctions de la répartition des dépenses des organismes municipaux	33
Analyse des activités financières d'électricité	34
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	35
Analyse des dépenses en immobilisations de la fonction Sécurité publique	35

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AUTRES RENSEIGNEMENTS	
Évaluation - autres données	37
Taux des taxes	38
Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation	39
Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (s'il y a lieu)	39.1
Calcul du taux global de taxation	40
Fonds de roulement - analyse du capital engagé	43
Fonds de roulement - capital autorisé	43
Analyse des taxes à recevoir	44
Analyse du service de la dette	44
Analyse des projets en cours	45
Analyse des soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	47
Analyse des subventions à recevoir pour le remboursement de la dette à long terme	48
Revenus reportés - Immeubles industriels municipaux	49
Emprunts à long terme approuvés et non contractés	50
Questionnaire	51
Autres données	54
Attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier	55

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE MARC TURCOTTE

CONSEILLERS CLAIRE LABRECQUE BOULANGER
 ÉMILIE BOULANGER
 CÉCILE RICHARD

LUC GRONDIN
DENIS LAPIERRE
RÉJEAN GRONDIN

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL

GREFFIER

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER JOCELYNE LAPIERRE

Organisme : Lambton

Code géographique : 30095

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné, JOCELYNE LAPIERRE, atteste que le rapport financier de
Lambton pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2002 ,
(Nom de l'organisme)
a été préparé conformément à la Loi qui régit cet organisme.

Date 2003-02-21 Signature _____

Téléphone (418) 486-7438 Télécopieur (418) 486-7440
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2003-03-17 14:27:20

Dernière modification : 2003-03-17 14:27:20

Réservé au ministère

(29 826)	1 408 667	1,4086	147 290
----------	-----------	--------	---------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LES ÉTATS FINANCIERS****Aux membres du conseil,**

Nous avons vérifié le bilan de la Municipalité de Lambton au 31 décembre 2002 ainsi que les états des activités financières, des activités d'investissement, du coût des services municipaux, du surplus accumulé, des réserves financières et des fonds réservés, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2002, ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada en comptabilité municipale au Québec.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE Jacques Poulin Ruest PlanteLIEU Ville St-GeorgesDATE 2003-02-21

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2003-03-17 14:27:20

Dernière modification : 2003-03-17 14:27:20

Réservé au ministère

(29 826)	1 408 667	1,4086	147 290
----------	-----------	--------	---------

ÉTATS FINANCIERS

BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 2002

		2002	2001
ACTIF			
Actif à court terme			
Encaisse	1	25 329	125 542
Placements temporaires	2		
Encaisse et placements affectés (note 4)	3		
Débiteurs (note 5)	4	399 565	263 642
Stocks (note 6)	5	25 470	22 282
Tranche exigible des créances à long terme (note 9)	6		
Autres actifs (note 7)	7	34 465	23 849
	8	484 829	435 315
Propriétés destinées à la revente (note 8)	9		
Créances à long terme (note 9)	10		
Placements à long terme (note 10)	11		
Immobilisations (note 11)	12	8 942 042	8 888 704
	13	9 426 871	9 324 019
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Passif à court terme			
Découvert bancaire	14		
Emprunts temporaires	15	314 000	
Créditeurs et frais courus (note 12)	16	158 948	209 420
Provision pour contestations d'évaluation (note 13)	17		
Revenus reportés (note 14)	18	649	827
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 15)	19	42 760	69 960
	20	516 357	280 207
Subventions reportées (note 11)	21		
Dette à long terme (note 15)	22	688 516	727 330
	23	1 204 873	1 007 537
Avoir des contribuables			
Surplus (déficit) accumulé	24	147 290	202 116
Montants à pourvoir dans le futur (note 18)	25	(3 629)	(6 647)
Réserves financières et fonds réservés	26	(132 430)	29 599
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	27	8 210 767	8 091 414
	28	8 221 998	8 316 482
	29	9 426 871	9 324 019
Engagement contractuel (note 20)			
Éventualités (note 24)			

ACTIVITÉS FINANCIÈRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

		2002		2001
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Taxes	1	1 367 533	1 410 830	1 310 808
Paiements tenant lieu de taxes	2	23 445	24 779	25 939
Répartitions aux municipalités membres				
Ensemble des municipalités	3			
Certaines municipalités	4			
Autres revenus de sources locales	5	53 600	66 525	133 028
Transferts	6	42 957	241 412	141 353
	7	1 487 535	1 743 546	1 611 128
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale	8	312 087	327 935	267 556
Sécurité publique	9	249 575	226 348	223 321
Transport	10	367 050	374 998	342 408
Hygiène du milieu	11	227 638	407 845	341 585
Santé et bien-être	12	5 000	4 746	3 611
Aménagement, urbanisme et développement	13	87 998	68 959	64 630
Loisirs et culture	14	72 851	62 987	70 120
Électricité	15			
Frais de financement	16	44 526	35 922	50 285
	17	1 366 725	1 509 740	1 363 516
Autres activités financières				
Remboursement de la dette à long terme	18	65 810	66 015	64 544
Transfert à l'état des activités d'investissement	19	55 000	222 617	303 156
	20	1 487 535	1 798 372	1 731 216
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations				
	21		(54 826)	(120 088)
Affectations				
Surplus (déficit) accumulé non affecté	22		25 000	
Surplus accumulé affecté	23			16 215
Réserves financières et fonds réservés				
virement de	24			
(virement à)	25	() () ()		
	26		25 000	16 215
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières				
	27		(29 826)	(103 873)
Financement à long terme des activités financières (note 17)	28			
Surplus (déficit) de l'exercice	29		(29 826)	(103 873)

**ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002		2001
		Budget	Réalisations	Réalisations
Sources de financement				
Transfert des activités financières				
Taxes générales spéciales				
Immobilisations et autres investissements	1			
Taxes de secteur				
Immobilisations et autres investissements	2			
Contributions des promoteurs	3			
Répartitions aux municipalités membres				
Ensemble des municipalités	4			
Certaines municipalités	5			
Transferts conditionnels	6		175 612	
Autres	7	55 000	47 005	303 156
Autres sources				
Surplus accumulé non affecté	8			
Surplus accumulé affecté	9			
Fonds réservés	10			
Emprunts à long terme émis				
	11			
	12	55 000	222 617	303 156
Dépenses d'investissement				
Administration générale	13	5 800	832	9 798
Sécurité publique	14	5 200	3 268	25 445
Transport	15	35 000	297 194	50 971
Hygiène du milieu	16	3 500	83 352	216 942
Santé et bien-être	17			
Aménagement, urbanisme et développement	18			
Loisirs et culture	19	5 500		
Électricité	20			
	21	55 000	384 646	303 156
Surplus (déficit) de l'exercice				
	22		(162 029)	

**COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises) -	Services rendus ¹	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux
						Immobi- lisations	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises) -					
Administration générale	1	327 935	11	2 221	20	7 400	29	38	47	56	65	337 556
Sécurité publique	2	226 348	12		21	15 058	30	39	48	57	66	241 406
Transport	3	374 998	13		22	49 170	31	40	49	58	67	424 168
Hygiène du milieu	4	407 845	14	33 701	23	234 661	32	41	50	59	68	676 207
Santé et bien-être	5	4 746	15		24		33	42	51	60	69	4 746
Aménagement, urbanisme et développement	6	68 959	16		25	2 107	34	43	52	61	70	71 066
Loisirs et culture	7	62 987	17		26	22 912	35	44	53	62	71	85 899
Électricité	8		18		27		36	45	54	63	72	
Frais de financement	9	35 922	19	(35 922)								
	10	1 509 740			28	331 308	37	46	55	64	73	1 841 048

1. Comprend les revenus des services rendus aux organismes municipaux et les revenus des autres services rendus. Le service de la dette (à l'exception du remboursement de la dette à long terme) recouvré des organismes municipaux doit être réparti par fonctions et par activités.

**SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	Virement de		Virement à		Solde	
NON AFFECTÉ - solde au 1^{er} janvier				1	168 331	
Redressement aux exercices antérieurs				2		
Solde redressé				3	168 331	
Affectation - activités financières		4	25 000	5	(25 000)	
Affectation - activités d'investissement		6		7		
Affectation - surplus accumulé affecté	8	9		10		
Affectation - réserves financières	11	12		13		
Affectation - fonds réservés	14	15		16		
Surplus (déficit) de l'exercice	17	(29 826)		18	(29 826)	
Autres (préciser)						
-	19	20		21		
-	22	23		24		
NON AFFECTÉ - solde au 31 décembre	25	(29 826)	26	25 000	27	113 505
AFFECTÉ - solde au 1^{er} janvier (note 16)				28	33 785	
Redressement aux exercices antérieurs				29		
Solde redressé				30	33 785	
Affectation - activités financières	31	32		33		
Affectation - activités d'investissement		34		35		
Affectation - surplus accumulé non affecté	36	37		38		
Affectation - réserves financières	39	40		41		
Affectation - fonds réservés	42	43		44		
Autres (préciser)						
-	45	46		47		
-	48	49		50		
AFFECTÉ - solde au 31 décembre	51	52		53	33 785	
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	54	(29 826)	55	25 000	56	147 290

**RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redresse- ment aux exercices antérieurs	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre		
			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à			
RÉSERVES FINANCIÈRES									
-	1	2	3	4	5	6	7		
-	8	9	10	11	12	13	14		
-	15	16	17	18	19	20	21		
-	22	23	24	25	26	27	28		
	29	30	31	32	33	34	35		
FONDS RÉSERVÉS									
- Fonds de roulement (note 19)	36	37	38	39	40	41	42		
- Parcs et terrains de jeux	43	44	45	46	47	48	49		
- Société québécoise d'assainissement des eaux	50	51	52	53	54	55	56		
- Financement des projets en cours (tableau 3)	57	58	59	60	61	(162 029) ⁶²	63	(162 029)	
- Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés (tableau 3)	64	6 505	65	66	67	68	69	70	6 505
- Fonds d'amortissement	71	72	73	74	75	76	77		
- Financement des activités financières	78	79	80	81	82	83	84		
- Autres (préciser)									
-	85	86	87	88	89	90	91		
- Financement nonutilisé	92	23 094	93	94	95	96	97	98	23 094
-	99	100	101	102	103	104	105		
-	106	107	108	109	110	111	112		
-	113	114	115	116	117	118	119		
-	120	121	122	123	124	125	126		
	127	29 599	128	129	130	131	(162 029) ¹³²	133	(132 430)
RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS									
	134	29 599	135	136	137	138	(162 029) ¹³⁹	140	(132 430)

**INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002	2001
Solde au 1^{er} janvier	1	8 091 414	7 959 126
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé	3	8 091 414	7 959 126
Ajouter			
Acquisitions d'immobilisations	4	384 646	303 156
Acquisitions de propriétés destinées à la revente	5		
Acquisitions de placements à long terme	6		
Émission de créances à long terme	7		
Amortissement des subventions reportées	8		
Remboursement de la dette à long terme	9	66 015	64 544
Autres (préciser)			
- Fonds reserves de an 2000	10		108 800
- Arrondissement	11		1
	12	450 661	476 501
Déduire			
Dispositions et radiations d'immobilisations	13		
Dispositions de propriétés destinées à la revente	14		
Dispositions de placements à long terme	15		
Amortissement des immobilisations	16	331 308	330 713
Réduction de créances à long terme	17		13 500
Subventions reportées	18		
Émission de dettes à long terme			
Activités d'investissement	19		
Activités financières	20		
Autres (préciser)			
-	21		
-	22		
	23	331 308	344 213
Solde au 31 décembre	24	8 210 767	8 091 414

**ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	2002	2001
Activités de fonctionnement		
Surplus (déficit) de l'exercice	1 (29 826)	(103 873)
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités		
Affectations	2 (25 000)	(16 215)
Autres (préciser)		
- Ajustement des conv.comptables (note 19)	3 3 018	4 083
- Arrondissement	4 1	1
	5 (51 807)	(116 004)
Éléments n'affectant pas le fonctionnement		
Transfert à l'état des activités d'investissement	6 222 617	303 156
Remboursement de la dette à long terme	7 66 015	64 544
Cessions d'immobilisations	8	
Autres (préciser)		
-	9	
-	10	
	11 236 825	251 696
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	12 (135 923)	(79 170)
Stocks	13 (3 188)	11 963
Autres actifs	14 (10 616)	(2 609)
Créditeurs et frais courus	15 (50 472)	153 956
Revenus reportés	16 (178)	(4 204)
Autres passifs	17	
	18 36 448	331 632
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	19 (384 646)	(303 156)
Acquisitions de placements à long terme	20	
Cessions d'immobilisations	21	
Autres (préciser)		
-	22	
-	23	
	24 (384 646)	(303 156)
Activités de financement		
Émission de dettes à long terme	25	
Remboursement de la dette à long terme	26 (66 015)	(64 544)
Montants à recouvrer de tiers	27	
Autres (préciser)		
- Encaisse et placements affectés	28	
- Liquidité au début	29	(108 800)
	30 (66 015)	(173 344)
Augmentation (diminution) des liquidités	31 (414 213)	(144 868)
Situation des liquidités au début	32 125 542	270 410
Situation des liquidités à la fin	33 (288 671)	125 542

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, de l'encaisse et des placements affectés, du découvert bancaire et des emprunts temporaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

1. Statuts de l'organisme municipal

La Municipalité de Lambton est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal du Québec (LRQ, c.C-27.1).

2. Énoncé des principales conventions comptables**A) États financiers cumulés**

Les états financiers sont préparés selon les particularités de la comptabilité municipale au Québec. La Municipalité de Lambton présente les états financiers cumulés qui tiennent compte de l'ensemble des transactions de divers fonds. Les opérations et les soldes interfonds sont éliminés. De plus, les sommes qui sont assujetties à certaines dispositions législatives ou réglementaires sont présentées distinctement.

B) Comptabilité d'exercice

Depuis le 1er janvier 2000, la Municipalité applique la méthode de la comptabilité d'exercice.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie et outillage	10 ans
Véhicules	10 à 20 ans

E) Autres éléments

préciser:

N/A

3. Modification de convention comptable

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	2002	2001
4. Encaisse et placements affectés		
Réserves financières (<i>préciser</i>)		
-	1	
-	2	
-	3	
Fonds réservés (<i>préciser</i>)		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
-	8	
-	9	
	10	

Note**5. Débiteurs**

Taxes municipales	11	93 806	115 788
Taxes scolaires	12		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	87 806	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	15	172 194	101 387
Organismes municipaux	16		
Autres (<i>préciser</i>)			
- INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	17	10 703	11 340
- DROITS DE MUTATIONS ET AUTRES	18	35 056	35 127
	19	399 565	263 642
Une provision pour créances douteuses a été déduite des débiteurs	20	10 000	

Note**6. Stocks (*préciser*)**

- GRAVIER ET SABLE	21	13 250	13 250
- PIÈCES ET ACCESSOIRES	22	12 209	4 424
- PRODUITS CHIMIQUES	23		4 608
- Autres	24	11	
	25	25 470	22 282

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002	2001
7. Autres actifs			
Frais payés d'avance	26	31 677	20 131
Dépenses reportées (préciser)			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
Autres (préciser)			
- ESCOMPTES SUR DETTES	31	2 788	3 718
-	32		
	33	34 465	23 849

Note

8. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	34		
Immeubles industriels municipaux	35		
Immobilisations en cours	36		
Autres	37		
	38		

Note

9. Créances à long terme			
Prêts à un office municipal d'habitation	39		
Prêts sur immeubles industriels municipaux	40		
Prêts à un fonds d'investissement	41		
Autres créances	42		
Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme (note 15)	43		
	44		
Moins: Tranche exigible des créances à long terme	45		
	46		

Note

10. Placements à long terme			
Participation dans une société d'économie mixte			
Actions votantes	47		
Actions non votantes	48		
Autres	49		
	50		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

11. Immobilisations

Catégories	2002						2001					
	Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette		Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette	
Infrastructures	51	10 177 548	64	2 685 673	76	7 491 875	89	10 158 513	102	2 430 498	114	7 728 015
Réseau d'électricité	52		65		77		90		103		115	
Bâtiments	53	1 172 390	66	478 618	78	693 772	91	1 172 390	104	449 308	116	723 082
Améliorations locatives	54		67		79		92		105		117	
Véhicules	55	477 754	68	220 816	80	256 938	93	453 884	106	195 723	118	258 161
Ameublement et équipement de bureau	56	62 612	69	46 087	81	16 525	94	61 780	107	39 425	119	22 355
Machinerie, outillage et équipement	57	163 199	70	113 444	82	49 755	95	159 931	108	98 376	120	61 555
Terrains	58	95 536	71		83	95 536	96	95 536	109		121	95 536
Autres	59		72		84		97		110		122	
	60	12 149 039	73	3 544 638	85	8 604 401	98	12 102 034	111	3 213 330	123	8 888 704
Immobilisations en cours	61	337 641			86	337 641	99				124	
	62	12 486 680	74	3 544 638	87	8 942 042	100	12 102 034	112	3 213 330	125	8 888 704
Subventions reportées	63		75		88		101		113		126	
Note												

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002	2001
12. Crédoiteurs et frais courus			
Fournisseurs	127	113 134	198 300
Salaires et déduotions à la source à payer	128	5 948	2 473
Dépôts et retenues de garantie	129	10 175	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	130		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	131		
Société québécoise d'assainissement des eaux	132		
Organismes municipaux	133		
Commissions scolaires	134		
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	135	3 629	6 647
Autres courus et passifs (préciser)			
- honoraires	136	3 000	2 000
- Vacances	137	5 562	
- Litige à payer	138	17 500	
-	139		
	140	158 948	209 420

Note**13. Provision pour contestations d'évaluation****14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	141	649	827
Cessions d'actifs à long terme			
Immeubles industriels municipaux	142		
Autres actifs	143		
Autres (préciser)			
-	144		
-	145		
	146	649	827

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	2002		2001
15. Dette à long terme			
Obligations et billets			
en monnaie canadienne	147	338 440	378 900
en monnaies étrangères	148		
taux d'intérêt variant de	4,60 à	6,10 %,	
échéant de	2003 à	2007	
Autres dettes à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	149	392 836	418 390
Organismes municipaux	150		
Autres	151		
Dettes en cours de refinancement	152		
	153	731 276	797 290
Moins: Versements exigibles à court terme	154	42 760	69 960
	155	688 516	727 330

La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante :

Sommes accumulées			
Revenus reportés	156		
Surplus accumulés affectés	157		
Fonds réservés (<i>préciser</i>)			
-	158		
-	159		
-	160		
	161		
Montant à recouvrer de tiers			
Gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	162		
Organismes municipaux	163		
Autres tiers	164		
Montant à la charge de :			
une partie des contribuables ou des municipalités membres	165	731 276	797 290
l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	166		
	167	731 276	797 290

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les cinq prochaines années sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme	Total
2003	168	42 760	173	178	42 760
2004	169	44 960	174	179	44 960
2005	170	128 660	175	180	128 660
2006	171	100 560	176	181	100 560
2007	172	21 500	177	182	21 500

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002	2001
16. Surplus accumulé affecté			
- ÉTANGS AÉRÉS	183	26 419	26 419
- Loisirs et culture	184	7 366	7 366
-	185		
-	186		
-	187		
-	188		
-	189		
-	190		
-	191		
-	192		
	193	33 785	33 785

Note**17. Financement à long terme des activités financières**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

18. Montants à pourvoir dans le futur

Les mesures transitoires relatives aux normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 ont été réparties en fonction des méthodes décrites ci-dessous :

Revenus : (préciser la méthode)

Dépenses : (préciser la méthode)

Les ajustements résultant des normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 se détaillent comme suit pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002

	Solde au 1^{er} janvier 2002	Activités financières	Solde au 31 décembre 2002
Revenus			
-	194	203	211
-	195	204	212
-	196	205	213
	197	206	214
<i>Déduire:</i>			
Dépenses			
Salaires et avantages sociaux	198	207	215
Autres	199	208	216
	200	209	217
	201	210	218
Intérêts - dette à long terme	202	6 647	219
			220
			(3 629)
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

19. Fonds de roulement

N/A

20. Engagement contractuel

a) En vertu d'une entente signée avec d'autres municipalités participantes, la municipalité s'est engagée à payer sa quote-part des frais d'opérations du site d'enfouissement sanitaire de la Ville de Disraëli.

b) La Municipalité est membre de la Municipalité Régionale de Comté du Granit. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme.

c) En vertu de conventions signées avec la Société d'habitation du Québec, la municipalité s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 10 % aux déficits d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Lambton.

d) En vertu d'un contrat signé avec un entrepreneur, la municipalité s'est engagée à payer pour l'enlèvement, le transport et la disposition des déchets pour la prochaine année une somme de 43049 \$.

e) En vertu d'un contrat signé avec un entrepreneur, la municipalité s'est engagée à payer pour la collecte des matières récupérables pour la prochaine année, une somme de 17 157 \$.

f) En vertu d'un contrat signé avec un entrepreneur, la municipalité s'est engagée à payer pour l'entretien des chemins d'hiver pour 2003 à 2004 la somme de 119 626 \$ par année.

21. Régime de retraite

N/A

22. Compétences municipales déléguées ou assumées

N/A

23. Informations concernant les organismes périmunicipaux et supramunicipaux

a) La Municipalité est membre de la MRC du Granit, organisme régional composé de 20 municipalités. La MRC du Granit est responsable de certaines activités à caractère régional.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Municipalité pour l'an 2002 est de 95 012 \$. La quote-part de la dette est de 37 590 \$.

b) La Municipalité est membre de la Régie Intermunicipale de la Ville de Disraëli, organisme régional composé de 13 municipalités. La Régie Intermunicipale est responsable des opérations du site d'enfouissement sanitaire.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base du tonnage réel des déchets. La quote-part de la Municipalité pour l'an 2002 est de 41 751 \$. La quote-part de la dette est de 168 618 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

24. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La municipalité s'est portée caution d'un prêt de 14 585 \$ pour les loisirs Lambton.

b) Auto-assurance

La Municipalité a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Municipalité.

c) Poursuites

N/A

d) Autres (préciser)

25. Autres notes (selon les besoins)

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 1

DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

OBJETS	2002						2001
	Activités financières		Activités d'investissement		Total		
Rémunération							
élus	1	18 299			41	18 299	23 185
employés	2	161 842	25		42	161 842	168 667
Cotisations de l'employeur							
élus	3	1 032			43	1 032	1 176
employés	4	19 932	26		44	19 932	23 164
Transport et communication	5	27 828	27		45	27 828	38 778
Services professionnels, techniques et autres							
honoraires professionnels	6	51 498	28		46	51 498	35 187
achats de services techniques	7	457 196	29		47	457 196	318 760
autres	8		30		48		
Location, entretien et réparation							
location	9	26 867	31		49	26 867	86 436
entretien et réparation	10	28 690			50	28 690	60 439
Biens durables							
travaux de construction			32	175 612	51	175 612	267 913
achats de biens			33	209 034	52	209 034	35 243
Biens non durables							
fournitures de services publics	11	44 079			53	44 079	41 580
autres biens non durables	12	357 627			54	357 627	303 986
Frais de financement							
intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :							
l'organisme municipal	13	33 701			55	33 701	48 761
autres organismes municipaux	14				56		
gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	15				57		
autres tiers	16				58		
autres frais de financement	17	2 221	34		59	2 221	1 524
Contributions à des organismes							
organismes municipaux							
répartition des dépenses	18	136 079			60	136 079	130 819
autres	19	53 066	35		61	53 066	38 030
organismes gouvernementaux	20	4 746	36		62	4 746	9 601
autres organismes	21	16 541	37		63	16 541	22 089
Autres objets							
créances douteuses ou irrécouvrables	22	10 000	38		64	10 000	
autres	23	58 496	39		65	58 496	11 334
	24	1 509 740	40	384 646	66	1 894 386	1 666 672

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2

DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2002

A) OBLIGATIONS ET BILLETS

<u>Émission</u>					<u>Solde</u>	
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2002	2001
MONNAIE CANADIENNE						
2000-10-10	Billets	244 500	4,50	2006	83 900	102 000
2000-09-09	Billets	42 900	6,02	2007	29 500	31 500
2000-08-08	Billets	140 000	5,60	2005	118 600	129 600
2000-07-07	Billets	108 800	5,25	2005	95 800	102 500
2001-05-12	Billets	13 300	5,79	2006	10 640	13 300
					1	4
					338 440	378 900
MONNAIES ÉTRANGÈRES						
Variation - monnaies étrangères					2	5
					3	6
					338 440	378 900

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2 (suite)

DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2002

B) AUTRES DETTES À LONG TERME

		Émission			Solde		
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2002	2001	
MONNAIE CANADIENNE							
2001-11-10	SQAE	418 300	5,00		392 836	418 390	
					<u>1</u>	<u>392 836 4</u>	<u>418 390</u>
MONNAIES ÉTRANGÈRES							
Variation - monnaies étrangères					<u>2</u>	<u>5</u>	
					<u>3</u>	<u>392 836 6</u>	<u>418 390</u>

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 3

FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

	Projets en cours au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Financement	Dépenses	Projets fermés	Projets en cours au 31 décembre
Financement	1	2	3	222 617	4	175 612
Dépenses	6	7		384 646	9	337 641
	11	12	13	222 617	14	162 029
					15	(162 029)
Répartition						
Financement non utilisé	17					18
Dépenses à financer	19					20
	21					22

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités financières	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	23	24	25	26	27	28	29
Montant réservé pour le service de la dette	30	31	32	33	34	35	36
	37	38	39	40	41	42	43

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 4

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2002**

Dette à long terme (note 15)	1	731 276
<i>Déduire</i>		
Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2	
Montants à recouvrer de tiers	3	
Subventions relatives aux dépenses d'investissement à financer	4	
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	5	
Autres (préciser)		
-	6	
-	7	
<i>Ajouter</i>		
Dépenses d'investissement à financer	8	
Dépenses d'activités financières à financer	9	
Autres (préciser)		
-	10	
-	11	
Endettement net à long terme	12	731 276
Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	13	37 590
Communauté métropolitaine	14	
Régie intermunicipale	15	168 618
Organisme public de transport	16	
Autres organismes municipaux	17	
Autres organismes	18	
	19	206 208
Endettement total net à long terme	20	937 484
Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	21	

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

TAXES	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales	1	1 077 493	1 021 967
Taxes générales spéciales			
immobilisations et autres investissements	2		
Taxes de secteur			
service de la dette	3	27 500	28 902
fonctionnement	4		
immobilisations et autres investissements	5		
Surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	6		
Taxe sur immeubles non résidentiels ¹	7		
Surtaxe sur terrains vagues ¹	8		
Autres	9		
	10	1 104 993	1 050 869
SUR UNE AUTRE BASE			
Tarifcation pour services municipaux			
eau	11	43 000	39 896
égouts	12		93 996
traitement des eaux usées	13	44 375	33 968
matières résiduelles	14	91 400	92 079
service de la dette	15	50 765	
immobilisations et autres investissements	16		
autres			
-Boues septiques	17	33 000	39 320
-	18		
-	19		
	20	262 540	259 939
Taxes d'affaires			
sur l'ensemble de la valeur locative	21		
autres	22		
	23		
	24	1 367 533	1 310 808

1. Si vous avez choisi le régime d'impôt foncier à taux variés, ne pas inscrire de montant à ce poste (à l'exception des revenus de taxes provenant d'ajustements au rôle d'évaluation de l'année précédente).

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprise du gouvernement			
taxes foncières	1		
taxes d'affaires	2		
surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	3		
taxe sur immeubles non résidentiels ¹	4		
compensations pour services municipaux	5		
	6		
Immeubles des réseaux			
santé et services sociaux	7	15 000	16 651
cégeps et universités	8		
écoles primaires et secondaires	9	4 150	5 793
	10	19 150	22 444
Autres immeubles			
immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
taxes foncières	11		
taxes d'affaires	12		
biens culturels classés	13		
	14		
	15	19 150	22 444
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
taxes foncières	16	1 475	2 073
taxes d'affaires	17		
surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	18		
taxe sur immeubles non résidentiels ¹	19		
compensations pour services municipaux	20	500	
	21	1 975	2 073
ORGANISMES MUNICIPAUX			
taxes foncières	22		
compensations pour services municipaux	23		
	24		
AUTRES			
taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	25		
autres	26	2 320	160
	27	2 320	160
	28	23 445	24 779
			25 939

1. Si vous avez choisi le régime d'impôt foncier à taux variés, ne pas inscrire de montant à ce poste (à l'exception des revenus de taxes provenant d'ajustements au rôle d'évaluation de l'année précédente).

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

	2002		2001
	Budget	Réalizations	Réalizations
AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
évaluation	1		
autres	2		
	3		
Sécurité publique			
police	4		
protection contre les incendies	5		
sécurité civile	6		
autres	7		
	8		
Transport			
réseau routier	9		
transport collectif	10		
autres	11		
	12		
Hygiène du milieu			
approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
réseau de distribution de l'eau potable	14		
traitement des eaux usées	15		
réseaux d'égouts	16		
matières résiduelles	17		
cours d'eau	18		
protection de l'environnement	19		
autres	20		
	21		
Santé et bien-être			
logement social	22		
autres	23		
	24		
Aménagement, urbanisme et développement			
aménagement, urbanisme et zonage	25		
rénovation urbaine	26		
promotion et développement économique	27		75
autres	28		
	29		75
Loisirs et culture			
activités récréatives	30		
activités culturelles			
bibliothèques	31		
autres	32		
	33		
Électricité	34		
Service de la dette			
frais de financement			
intérêts et autres frais sur la dette à long terme	35		
autres frais de financement	36		
remboursement de la dette à long terme	37		
	38		
	39		75

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	1	22 600	6 450
Sécurité publique	2	3 000	3 765
Transport	3		23 589
Hygiène du milieu	4		14 550
Santé et bien-être	5		5 155
Aménagement, urbanisme et développement	6		
Loisirs et culture	7		7 366
Électricité	8		
Autres	9		12 847
	10	25 600	23 062
AUTRES REVENUS			
Impositions de droits			
licences et permis	11	6 000	7 225
droits de mutation immobilière	12	15 000	20 105
autres	13		
Amendes et pénalités	14	2 000	2 029
Intérêts	15		14 104
Cessions d'actifs à long terme			
immeubles industriels municipaux	16		
autres actifs	17		
Contributions des promoteurs	18		
Transport en commun			
contributions des usagers			
transport régulier et laissez-passer	19		
transport adapté	20		
transport scolaire	21		
autres	22		
contributions des automobilistes	23		
Autres	24	5 000	3 312
	25	28 000	43 463
TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALE	26	53 600	66 525
			133 028

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

TRANSFERTS	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS INCONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Regroupement municipal (PAFREM)	1		
Compensation pour TGE - FSFAL	2		
Péréquation	3		
Villes-centres	4		
Réorganisation municipale	5		
Neutralité	6	2 843	
Programme d'aide financière aux MRC	7		
Autres	8		
Autres transferts inconditionnels	9		
	10	2 843	
TRANSFERTS CONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Administration générale	11		
Sécurité publique			
police	12		
protection contre les incendies	13		
sécurité civile	14		
autres	15		
Transport			
Réseau routier	16	42 957	77 957
Transport collectif			
transport en commun			
transport régulier et laissez-passer	17		
transport adapté	18		
transport scolaire	19		
autres	20		
transport aérien	21		
transport par eau	22		
Autres	23	175 612	
Hygiène du milieu			
approvisionnement et traitement de l'eau potable	24		62 500
réseau de distribution de l'eau potable	25		
traitement des eaux usées	26		
réseaux d'égouts	27		
matières résiduelles	28		
cours d'eau	29		
protection de l'environnement	30		
autres	31		
Santé et bien-être			
logement social	32		
autres	33		

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

TRANSFERTS	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
Aménagement, urbanisme et développement			
aménagement	1		
rénovation urbaine	2		
promotion et développement économique	3		
autres	4		
Loisirs et culture			
activités récréatives	5		
activités culturelles			
bibliothèques	6		
autres	7		
Autres	8		896
Autres transferts conditionnels	9		
	10	42 957	238 569
	11	42 957	241 412

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

Catégories d'emplois	Effectifs personnes/ année	Rémunération	Cotisations de l'employeur	TOTAL
Cadres et contremaîtres	12 1,00 22	33 782 32	4 274 42	38 056
Professionnels et cols blancs	13 2,00 23	39 576 33	4 814 43	44 390
Cols bleus	14 6,00 24	78 473 34	10 844 44	89 317
Policiers	15 25	35	45	
Pompiers	16 26	36	46	
Pompiers volontaires	17 14,00 27	10 011 37	47	10 011
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	18 28	38	48	
Élus	19 23,00 29	161 842 39	19 932 49	181 774
	20 11,00 30	18 299 40	1 032 50	19 331
	21 34,00 31	180 141 41	20 964 51	201 105

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002		2001
		Budget	Réalisations	Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	31 540	23 747	29 652
Application de la loi	2	1 145	2 422	1 251
Gestion financière et administrative	3	192 417	167 897	168 537
Greffe	4	11 725	6 232	
Évaluation	5	23 846	23 846	23 763
Gestion du personnel	6	500	463	
Autres	7	50 914	103 328	44 353
	8	312 087	327 935	267 556
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	186 925	175 247	165 196
Protection contre les incendies	10	44 700	40 845	51 203
Sécurité civile	11	15 450	8 686	4 626
Autres	12	2 500	1 570	2 296
	13	249 575	226 348	223 321
TRANSPORT				
Réseau routier				
voirie municipale	14	188 500	173 813	186 880
enlèvement de la neige	15	163 550	188 886	145 183
éclairage des rues	16	12 000	10 801	9 781
circulation et stationnement	17	3 000	1 498	564
Transport collectif				
transport en commun	18			
opération du réseau	19			
entretien des véhicules	20			
entretien des bâtisses et des autres actifs	21			
autres	22			
transport aérien	23			
transport par eau	24			
Autres	25			
	26	367 050	374 998	342 408
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égouts				
approvisionnement et traitement de l'eau potable	27	35 500	243 989	124 560
réseau de distribution de l'eau potable	28	7 000		16 525
traitement des eaux usées	29	78 723	66 825	82 324
réseaux d'égouts	30	3 600	14 810	14 827
Matières résiduelles				
déchets domestiques				
cueillette et transport	31	43 060	23 357	41 552
élimination	32	42 215	42 215	41 461
matières secondaires				
cueillette et transport	33	17 240	16 560	20 247
traitement	34			
élimination des matériaux secs	35			
Cours d'eau	36			
Protection de l'environnement	37			
Autres	38	300	89	89
	39	227 638	407 845	341 585

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002		2001
		Budget	Réalisations	Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Inspection des aliments	1			
Logement social	2	5 000	4 746	3 611
Autres	3			
	4	5 000	4 746	3 611
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	5	29 400	25 320	22 801
Rénovation urbaine				
biens patrimoniaux	6			
autres biens	7			
Promotion et développement économique				
industries et commerces	8	43 598	43 639	41 829
tourisme	9			
autres	10			
Autres	11	15 000		
	12	87 998	68 959	64 630
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
centres communautaires	13	40 000	44 352	24 626
patinoires intérieures et extérieures	14			
piscines, plages et ports de plaisance	15	2 400		
parcs et terrains de jeux	16	4 000	536	3 615
parcs régionaux - gestion et exploitation	17			
expositions et foires	18			
autres	19	3 811		22 378
	20	50 211	44 888	50 619
Activités culturelles				
centres communautaires	21			
bibliothèques	22	10 900	10 578	11 545
patrimoine				
musées et centres d'exposition	23			
autres ressources du patrimoine	24			
autres	25	11 740	7 521	7 956
	26	22 640	18 099	19 501
	27	72 851	62 987	70 120
ÉLECTRICITÉ				
	28			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
intérêts	29	42 526	33 701	48 761
autres frais	30	2 000		
Autres frais de financement	31		2 221	1 524
	32	44 526	35 922	50 285

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

DÉPENSES		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises)	-	Services rendus	-	Gain (perte) sur dispositions	-	=	Coût des services municipaux
						Immobi- lisations	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises)								
Administration générale															
évaluation	1	23 846	22		43		64		85		106		127	148	23 846
autres	2	304 089	23	2 221	44	7 400	65		86		107		128	149	313 710
	3	327 935	24	2 221	45	7 400	66		87		108		129	150	337 556
Sécurité publique															
police	4	175 247	25		46		67		88		109		130	151	175 247
protection contre les incendies	5	40 845	26		47	15 058	68		89		110		131	152	55 903
sécurité civile	6	8 686	27		48		69		90		111		132	153	8 686
autres	7	1 570	28		49		70		91		112		133	154	1 570
	8	226 348	29		50	15 058	71		92		113		134	155	241 406
Transport															
réseau routier	9	374 998	30		51	49 170	72		93		114		135	156	424 168
transport collectif	10		31		52		73		94		115		136	157	
autres	11		32		53		74		95		116		137	158	
	12	374 998	33		54	49 170	75		96		117		138	159	424 168
Hygiène du milieu															
approvisionnement et traite- ment de l'eau potable	13	243 989	34	33 701	55	234 661	76		97		118		139	160	512 351
réseau de distribution de l'eau potable	14		35		56		77		98		119		140	161	
traitement des eaux usées	15	66 825	36		57		78		99		120		141	162	66 825
réseaux d'égouts	16	14 810	37		58		79		100		121		142	163	14 810
matières résiduelles	17	82 132	38		59		80		101		122		143	164	82 132
cours d'eau	18		39		60		81		102		123		144	165	
protection de l'environnement	19		40		61		82		103		124		145	166	
autres	20	89	41		62		83		104		125		146	167	89
	21	407 845	42	33 701	63	234 661	84		105		126		147	168	676 207

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

DÉPENSES	Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de reportées (gouvernements et leurs entreprises)	-	Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises)	-	Services rendus	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux
					Immobi- lisations	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises)									
Santé et bien-être															
logement social	1	4 746	15	29	42	55	68	81	94	4 746					
autres	2		16	30	43	56	69	82	95						
	3	4 746	17	31	44	57	70	83	96	4 746					
Aménagement, urbanisme et développement															
aménagement, urbanisme et zonage	4	25 320	18	32	2 107	45	58	71	84	97	27 427				
rénovation urbaine	5		19	33	46	59	72	85	98						
promotion et développement économique	6	43 639	20	34	47	60	73	86	99	43 639					
autres	7		21	35	48	61	74	87	100						
	8	68 959	22	36	2 107	49	62	75	88	101	71 066				
Loisirs et culture															
activités récréatives	9	44 888	23	37	22 912	50	63	76	89	102	67 800				
activités culturelles															
bibliothèques	10	10 578	24	38	51	64	77	90	103	10 578					
autres	11	7 521	25	39	52	65	78	91	104	7 521					
	12	62 987	26	40	22 912	53	66	79	92	105	85 899				
Électricité															
	13		27	41	54	67	80	93	106						
Frais de financement															
	14	35 922	28 (	35 922)											

**ANALYSE PAR FONCTIONS DE LA RÉPARTITION
DES DÉPENSES DES ORGANISMES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002		2001
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Évaluation	1	23 846	23 846	23 763
Autres	2	32 601	31 456	24 590
Sécurité publique				
Police	3			
Protection contre les incendies	4			
Sécurité civile	5	5 800		
Autres	6	2 500		
Transport				
Réseau routier	7			
Transport collectif				
transport en commun	8			
transport aérien	9			
transport par eau	10			
Autres	11			
Hygiène du milieu				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			
Réseau de distribution de l'eau potable	13			
Traitement des eaux usées	14	28 165	11 123	14 827
Réseaux d'égouts	15			
Matières résiduelles	16	42 215	42 215	41 462
Cours d'eau	17			
Protection de l'environnement	18			
Autres	19			
Santé et bien-être				
Logement social	20	5 000		
Autres	21			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	22			
Rénovation urbaine	23			
Promotion et développement économique	24	43 598	27 098	25 829
Autres	25			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	26	2 611	341	348
Activités culturelles				
bibliothèques	27	12 700		
autres	28	1 800		
Électricité				
	29			
	30	200 836	136 079	130 819

**ANALYSE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES D'ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Dépenses avant imputation	12		
Moins : Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	13		
	14		
Autres activités financières			
Remboursement de la dette à long terme	15		
Transfert à l'état des activités d'investissement	16		
	17		
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations			
	18		
Affectations			
Surplus (déficit) accumulé non affecté	19		
Surplus accumulé affecté	20		
Réserves financières et fonds réservés			
virement de	21		
(virement à)	22	() () ()	
	23		
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières			
	24		
Financement à long terme des activités financières	25		
Surplus (déficit) de l'exercice			
	26		

**ANALYSE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		Budget	Réalizations
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Usines et bassins d'épuration	1		
Conduite d'égout	2		
Conduite d'aqueduc	3		
Usines de traitement de l'eau potable	4		59 482
Parcs et terrains de jeux	5		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	6		
Chemins, rues, routes et trottoirs	7	35 000	297 194
Ponts, tunnels et viaducs	8		
Terrains de stationnement	9		
Système d'éclairage des rues	10		
Autres infrastructures	11	3 500	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	4 500	
Édifices communautaires	14	5 500	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Véhicules - autres	17		23 870
Ameublement et équipement de bureau	18	1 300	832
Machinerie, outillage et équipement			
Atribus	19		
Autres	20	5 200	3 268
Terrains	21		
Autres	22		
	23	55 000	384 646

AUTRES INVESTISSEMENTS

Propriétés destinées à la revente	24		
Créances à long terme	25		
Placements à long terme	26		
Autres	27		
	28		
	29	55 000	384 646

**ANALYSE DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE LA FONCTION SÉCURITÉ PUBLIQUE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

Police	30		
Protection contre les incendies	31	5 200	3 268
Autres	32		
	33	5 200	3 268

AUTRES RENSEIGNEMENTS

ÉVALUATION - AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES	Valeur au rôle 1^{er} janvier 2002
Terrains vagues imposables	
terrains vagues desservis	1
terrains vagues non desservis	2
Terrains vagues non imposables	
terrains vagues desservis	3
terrains vagues non desservis	4
<hr/>	
TOTAL DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES	5

SOMMAIRE DU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE	Valeur au rôle 1^{er} janvier 2002
Valeur locative des établissements d'entreprise inscrits au rôle et où s'exerce une activité mentionnée à l'article 232 LFM	
établissements d'entreprise imposables	6
établissements d'entreprise non imposables en vertu de l'article 236 LFM	
visés par le 1 ^{er} alinéa de l'article 255 LFM	7
autres	8
Valeur locative des établissements d'entreprise inscrits au rôle et où ne s'exerce aucune activité mentionnée à l'article 232 LFM	9
<hr/>	
TOTAL DES VALEURS INSCRITES AU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE	10

Facteur comparatif du rôle de la valeur locative	Facteur comparatif
Facteur comparatif du rôle de la valeur locative	11

POPULATION

Population permanente	12	1 495
Population saisonnière	13	1 000

TAUX DES TAXES
RENSEIGNEMENTS SUR LA TAXATION EN VIGUEUR EN 2002

Taxes sur la valeur foncière

Taux variés de la taxe foncière générale

catégorie résiduelle (résidentielle et autres) ¹	1	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
catégorie des immeubles de 6 logements ou plus ¹	2	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
catégorie des immeubles non résidentiels ¹	3	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
catégorie des immeubles industriels ¹	4	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
catégorie des terrains vagues desservis ¹	5	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Autres taxes générales ¹	6	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales spéciales			
immobilisations et autres investissements ²	7	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxe foncière générale et autres taxes générales ³	8	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Surtaxe sur les immeubles non résidentiels ³	9	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxe sur les immeubles non résidentiels ³	10	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation

Tarifification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe par unité de logement)

Eau ²	11	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$ par unité de logement
Égouts ²	12	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$ par unité de logement
Eau et égouts ²	13	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ par unité de logement
Déchets domestiques ²	14	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="7"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$ par unité de logement
Taxe d'affaires sur la valeur locative ²	15	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	% de la valeur locative

Autres taxes et autres modes de tarification pour services municipaux ²

Description	Taux	Code ⁴	Code 7 - autres, préciser
Aqueduc (secteur)	0,1100	1	
Boues septiques	80,0000	4	

1. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés

2. Tous, régime d'impôt foncier avec ou sans taux variés

3. Régime d'impôt foncier **sans** taux variés

4. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 966.2 du code municipal du Québec, nous avons procédé à une vérification dont le but est de déterminer la validité du taux global de taxation de la Municipalité de Lambton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, selon les règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité de vérificateur consiste à exprimer une opinion sur la détermination du taux global de taxation en conformité de la loi et des règlements.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable de fiabilité quant au respect, par la municipalité, des dispositions légales des règlements mentionnés ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des données nécessaires au calcul du taux global de taxation. Elle comprend également, le cas échéant, une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation de la municipalité pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 est établi, à tous les égards importants, conformément à la loi et aux règlements précités.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE Jacques Poulin Ruest Plante

LIEU Ville St-Georges DATE 2003-02-21

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2003-03-17 14:27:20

Dernière modification : 2003-03-17 14:27:20

Réservé au ministère

(29 826)	1 408 667	1,4086	147 290
----------	-----------	--------	---------

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

CONCILIATION DU TOTAL DES TAXES

Total des revenus de taxes avant ajouts et déductions ⁵	1	<u>1 410 830</u>
Ajouter :		
Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM ⁵	2	<u> </u>
Déduire:		
a) Crédits en vertu de l'article 542.1 LCV ¹ , de l'article 1008 CMQ ² , d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de loi 83 de 1996 (1996, c.77) ⁵	3	.....
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM ³	4	.....
c) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM ⁴	5	.....
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM ⁵	6	.....
e) Crédits de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM ⁵	7	.....
f) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance ⁵	8	.....
g) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière et locative		
montant relatif aux taxes foncières ⁴	9	.....
catégorie résiduelle (résidentielle et autres) ³	10	.....
catégorie des immeubles de 6 logements ou plus ³	11	.....
catégorie des immeubles non résidentiels ³	12	.....
catégorie des immeubles industriels ³	13	.....
catégorie des terrains vagues desservis ³	14	.....
montant relatif à la surtaxe sur les immeubles non résidentiels ⁴	15	.....
montant relatif à la taxe sur les immeubles non résidentiels ⁴	16	.....
montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative ⁵	17	.....
h) Subventions en vertu de l'article 244.20 LFM ⁴	18	.....
i) Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante ⁵	19	<u> </u>
Total des revenus de taxes	21	<u>1 410 830</u>

1. Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), citée LCV.

2. Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), cité CMQ.

3. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés

4. Régime d'impôt foncier **sans** taux variés

5. Tous, régime d'impôt foncier avec ou sans taux variés

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

REVENUS ADMISSIBLES

Total des revenus de taxes ⁵	1	1 410 830
Ajouter :		
Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante ^{5 et 6}	2	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière (montant relatif aux taxes foncières) ⁵	3	.....
Total partiel	4	1 410 830
Déduire :		
Taxes exclues en vertu de la réglementation ¹		
taxes imposées en 2002 et non reconnues en vertu de la réglementation ⁵	5	.....
taxes d'un exercice antérieur reconnues en 2002 ^{2, 5 et 6}	6	2 163
surtaxe sur immeubles non résidentiels ³	7	.....
taxe sur immeubles non résidentiels ³	8	.....
taxes d'affaires ⁵	9	.....
taxes foncières spéciales imposées en vertu de l'article 553 LFM ⁵	10	.....
taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM ⁵	11	.....
compensation pour services municipaux imposée au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte en vertu de l'article 231 LFM ⁵	12	.....
la différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base ou du taux moyen ⁴	13	.....
autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation ⁵	14	.....
Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	15	2 163
	16	1 408 667

1. Articles 4 et 10 du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes.

2. Il s'agit des taxes incluant les taxes en vertu de l'article 213 LFM, autres que les taxes d'affaires et la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels.

3. Régime d'impôt foncier **sans** taux variés.4. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés.

5. Tous, régime d'impôt foncier avec ou sans taux variés.

6. Il s'agit des taxes autres que la taxe d'affaires et la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels.

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle lors de son dépôt entre le 15 août et le 15 septembre 2001 ² ou au premier ou second anniversaire de son dépôt

1 98 852 600

Ajouter ou déduire les modifications au rôle prenant effet le 1^{er} janvier 2002

Augmentation Diminution

Modifications apportées avant le 1^{er} janvier 2002

2 1 694 100 3 807 300

Variation nette

4 886 800

Modifications rétroactives au 1^{er} janvier 2002 ou à une date antérieure à celle-ci apportées avant la date du rapport du vérificateur

5 298 700 6 36 600

Variation nette

7 262 100

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2002

8 100 001 500

CALCUL DU TAUX GLOBAL

Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation

9 1 408 667

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2002

10 100 001 500

Taux global de taxation de 2002

(ligne 9 ÷ ligne 10 x 100 \$)

Taux arrondi à la 4^e décimale près

11

			1
--	--	--	---

 ,

4	0	8	6
---	---	---	---

 / 100 \$

1. Il s'agit de l'évaluation établie sans tenir compte de l'étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. Par exception, la date limite pour le dépôt du rôle peut être différente en vertu de l'article 71 LFM.

**FONDS DE ROULEMENT
ANALYSE DU CAPITAL ENGAGÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2002**

RÉSOLUTION		OBJET DE L'ENGAGEMENT	MONTANT INITIAL	2002	2001
N°	DATE				
TOTAL			1	2	

**CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER		3
Augmentation à même le surplus accumulé	4
par l'imposition d'une taxe spéciale	5
		6
Diminution	7
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		8

**ANALYSE DES TAXES À RECEVOIR
AU 31 DÉCEMBRE 2002**

		Taxes à recevoir		Provision pour créances douteuses		Taxes à recevoir nettes
Exercice 2002	1	67 354	2		3	67 354
Exercice 2001	4	24 863	5		6	24 863
Exercice 2000	7	6 876	8	6 000	9	876
Exercices antérieurs	10	4 713	11	4 000	12	713
	13	103 806	14	10 000	15	93 806

**ANALYSE DU SERVICE DE LA DETTE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		Remboursement dette à long terme		Intérêts et autres		Total
Service de la dette						
à la charge de :						
l'organisme municipal	16	66 015	17	33 701	18	99 716
autres organismes municipaux	19		20		21	
gouvernements du Québec et						
du Canada et leurs entreprises	22		23		24	
autres tiers	25		26		27	
autres frais de financement			28	2 221	29	2 221
	30	66 015	31	35 922	32	101 937

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	Projet N°	Projet N°	Projet N°
	<u>courant</u>	<u>02-277</u>	<u>02-278</u>
SOURCE DE FINANCEMENT			
Financement au 1 ^{er} janvier	1		
Redressement exercices antérieurs	2		
<i>Ajouter:</i>			
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Transfert de l'état des activités financières			
Taxes générales spéciales immobilisations et autres investissements	3		
Taxes de secteur immobilisations et autres investissements	4		
Répartitions aux municipalités membres ensemble des municipalités	5		
certaines municipalités	6		
Contributions des promoteurs	7		
Transferts conditionnels	8	175 612	
Autres	9	47 005	
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté	10		
Surplus accumulé affecté	11		
Fonds réservés	12		
Emprunts à long terme émis	13		
Total	14	47 005	175 612
Financement au 31 décembre (A)	15	47 005	175 612
DÉPENSES			
Dépenses au 1 ^{er} janvier	16		
Redressement - exercices antérieurs	17		
Ajouter: Dépenses de l'exercice	18	47 005	278 159
Dépenses au 31 décembre (B)	19	47 005	278 159
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)			
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice	20	(102 547)	(59 482)
Règlements d'emprunt	21		
Autres	22		
FINANCEMENT PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé	23		
Dépenses à financer	24	102 547	59 482
DÉPENSES AUTORISÉES	25	104 000	210 000
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER			
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	26	F	C

ANALYSE DES PROJETS EN COURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

	<u>Total</u>	<u>Projets fermés</u>	<u>Projet en cours</u>
SOURCE DE FINANCEMENT			
Financement au 1 ^{er} janvier	1	27	50
Redressement exercices antérieurs	2	28	51
<i>Ajouter:</i>			
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Transfert de l'état des activités financières			
Taxes générales spéciales			
immobilisations et autres investissements	3	29	52
Taxes de secteur			
immobilisations et autres investissements	4	30	53
Répartitions aux municipalités membres			
ensembles des municipalités			
	5	31	54
certaines municipalités			
	6	32	55
Contributions des promoteurs			
	7	33	56
Transferts conditionnels			
	8	34	57
	175 612	34	175 612
Autres			
	9	35	58
	47 005	47 005	
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté			
	10	36	59
Surplus accumulé affecté			
	11	37	60
Fonds réservés			
	12	38	61
Emprunts à long terme émis			
	13	39	62
Total	14	222 617	63
	40	47 005	64
Financement au 31 décembre (A)	15	222 617	64
	41	47 005	64
DÉPENSES			
Dépenses au 1 ^{er} janvier			
	16	42	65
Redressement - exercices antérieurs			
	17	43	66
<i>Ajouter: Dépenses de l'exercice</i>			
	18	384 646	67
	44	47 005	67
	384 646	47 005	337 641
Dépenses au 31 décembre (B)	19	384 646	68
	45	47 005	68
	384 646	47 005	337 641
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES			
(A - B)	20	(162 029)	69
	46		(162 029)
<i>Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice</i>			
Règlements d'emprunt			
	21	47	
Autres			
	22	48	
FINANCEMENT PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé			
	23		70
Dépenses à financer			
	24	162 029	71
	162 029		162 029
DÉPENSES AUTORISÉES	25	314 000	72
	49		314 000
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER			
	26		73

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	Règlement N° 92-148	Règlement N° 93-166	Règlement N° 00-252	Total
SOLDES DISPONIBLES AU 1 ^{ER} JANVIER	1 395	2 197	3 913	18 6 505
Redressement - exercices antérieurs	2 .....	.....	.....	19
<i>Ajouter:</i>				
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à :				
des activités d'investissement	3 .....	.....	.....	20
des activités financières	4 .....	.....	.....	21
Total partiel	5 <u>395</u>	<u>2 197</u>	<u>3 913</u>	22 <u>6 505</u>
Déduire:				
Affectations de l'exercice				
Frais de financement				
intérêts et autres frais sur la dette à long terme	6 .....	.....	.....	23
autres frais de financement	7 .....	.....	.....	24
Remboursement de la dette à long terme	8 .....	.....	.....	25
Réduction de l'emprunt	9 .....	.....	.....	26
Autres fins spécifiées dans un règlement				
activités d'investissement	10 .....	.....	.....	27
activités financières	11 .....	.....	.....	28
Virement au surplus (déficit) accumulé	12 .....	.....	.....	29
Total des affectations	13 .....	.....	.....	30
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE	14 <u>395</u>	<u>2 197</u>	<u>3 913</u>	31 <u>6 505</u>
Montant réservé pour le service de la dette	15 .....	.....	.....	32
Montant non réservé	16 <u>395</u>	<u>2 197</u>	<u>3 913</u>	33 <u>6 505</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE	17 <u>395</u>	<u>2 197</u>	<u>3 913</u>	34 <u>6 505</u>

**ANALYSE DES SUBVENTIONS À RECEVOIR POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2002**

MODE DE PAIEMENT ET ORGANISME PAYEUR	Dette à long terme		Subvention				
	Solde au 31 décembre	Partie subventionnée	Nombre d'années à courir	Taux d'intérêt	Facteur d'actuali- sation	Versement annuel	Montant à recevoir au 31 décembre
a) Annuité (capital et intérêts)							
							1
b) Autre mode (capital seulement)							
							2
							3

**REVENUS REPORTÉS - IMMEUBLES INDUSTRIELS MUNICIPAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2002**

A) ENGAGEMENTS NON ÉCHUS AU 31 DÉCEMBRE 2002		
Capital	1	.....
Intérêts	2	.....
Total	(A) 3	.....
 B) REVENUS DISPONIBLES POUR LE PAIEMENT DES ENGAGEMENTS NON ÉCHUS		
Revenus reportés au 1 ^{er} janvier 2002, provenant de cessions d'immeubles industriels municipaux	4	.....
Ajouter:		
Cessions en 2002		
Ventes au comptant	5	.....
Versements échus sur ventes à crédit	6	.....
Intérêts sur ventes à crédit	7	.....
Total partiel	8	.....
 Déduire:		
Revenus affectés au paiement des engagements échus en 2002 tels qu'établis à la ligne 17 ci-dessous	9	.....
 REVENUS DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2002	(B) 10	.....
 C) REVENUS REPORTÉS ET DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2002		
Le moindre de A ou B	(C) 11	.....
<hr/>		
Calcul des revenus affectés au paiement des engagements échus en 2002		
Services de la dette relatif aux immeubles industriels municipaux pour 2002	12	.....
Moins:		
Taxe spéciale de 2002	13	.....
Revenus de location d'immeubles industriels municipaux en 2002, déduction faite des coûts d'administration et d'entretien	14	.....
Ligne 13 + ligne 14	15	.....
TOTAL DES ENGAGEMENTS ÉCHUS ET NON AUTREMENT COMPENSÉS EN 2002	16	.....
INSCRIRE LE MOINDRE DES MONTANTS DES LIGNES 16 ET 8, ET LE REPORTER À LA LIGNE 9	17	.....

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

- | | OUI | NON | S.O. |
|--|----------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| 1. Les états financiers ont-ils été préparés par le personnel de l'organisme municipal ? | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 2. Au cours de l'exercice, les échéances relatives au remboursement des prêts du fonds de roulement ont-elles été respectées ? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> | 5 <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 7 s'adressent aux municipalités locales seulement

- | | | | |
|---|---------------------------------------|---------------------------------------|--|
| 3. La municipalité a-t-elle un vérificateur général ? | 6 <input type="checkbox"/> | 7 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 4. La municipalité a-t-elle versé au cours de l'exercice des subventions en vertu de l'article 542.1 de la Loi sur les cités et villes ou de l'article 1008 du Code municipal du Québec, d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de la loi 83 de 1996 (1996, c.77) ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (LRQ, c.S-8) ? | 8 <input checked="" type="checkbox"/> | 9 <input type="checkbox"/> | |

Si oui, indiquer les montants suivants :

- | | | | |
|--|----|-----------|--|
| a) le montant total versé en 2002 | 10 | 10 441 \$ | |
| b) le solde estimatif au 31 décembre 2002 des engagements en vertu du règlement concerné | 11 | \$ | |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

	OUI	NON	S.O.
5. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Réduction du taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels en vertu de l'article 244.27 LFM	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>
e) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour le rôle de valeur locative	16 <input type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
f) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	19 <input type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
g) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	22 <input type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>
h) Subvention en vertu de l'article 244.20 LFM	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La municipalité a-t-elle appliqué, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	30 <input checked="" type="checkbox"/>	31 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements.	32 <u> 3 </u>		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

Les questions 8 à 11 s'adressent aux municipalités régionales de comté (MRC) seulement

- | | OUI | NON |
|---|----------------------------|----------------------------|
| 8. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, municipalité ou communauté métropolitaine (LFM, article 195) ? | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente. | | |
| 9. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (CMQ, article 678) ? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente. | | |
| 10. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le CMQ en matière de gestion des matières résiduelles (CMQ, art. 678.0.1) ? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> |
| 11. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec, de l'un de ses ministres ou organismes (CMQ, art. 10) ? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences. | | |

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 230 rue du College
(no) (rue)
Lambton G0M 1H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 486-7438
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 486-7440
(ind. rég.) (numéro)

Courriel munilambton@tellambton.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Mme Jocelyne Lapierre

Téléphone (418) 486-7438
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 486-7440
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Jacques Poulin Ruest Plante

Titre Comptable Agree

Adresse 269 3 Ieme Avenue
(no) (rue)
Lac Etchemin G0R 1S0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 625-5921
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 625-5922
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

Responsable du dossier M.Gilbert Plante c.a

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATIONS DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**RENSEIGNEMENTS SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2004**

(Si la municipalité a eu des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM)

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation non uniformisé de 2002	1	.....
Facteur comparatif ¹	2	.....
Valeur uniformisée	3	_____
Valeurs imposables correspondant au diviseur prévu au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 12 du <i>Règlement sur le régime de péréquation</i> (s'il y a lieu)	4	_____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné, _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2004 sont exacts.

_____ (Signature) _____ (Date)

1. Il s'agit du facteur comparatif du rôle d'évaluation mentionné à l'article 264 LFM, tel qu'établi lors du dépôt du rôle ou au premier ou au second anniversaire de son dépôt.

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné, _____ (Nom), atteste que le rapport financier de
Lambton (Nom de l'organisme) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2002,
dépôté lors de la séance du conseil du _____ (Date), a été transmis de façon électronique
au ministère des Affaires municipales et de la Métropole le _____ (Date).

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Le surplus (déficit) de l'exercice qui apparaît à la page S9 ligne 29 s'élève à _____ (29 826) \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation qui apparaît à la page S47 ligne 9 est de _____ 1 408 667 \$

Signature _____ Date _____

Téléphone _____ (Ind. rég.) (Numéro) Télécopieur _____ (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2003-03-17 14:27:20

Dernière modification : 2003-03-17 14:27:20

RAPPORT FINANCIER 2002 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S60 "Attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier";
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton déposer;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales et de la Métropole les versions "papier" dûment complétées et signées des documents suivants:

1. Page des attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier (page S60)
 - Renseignements sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2004 (s'adresse aux municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 - Transmission électronique du rapport financier;
2. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier (page S5);
3. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers (page S6);
4. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
5. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation (S44);
6. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (S44.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)

Mesure fiscale particulière

7. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation étalé (S66);
 8. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation étalé (S66.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
- L'envoi de ces documents doit être fait au:

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Centre de gestion documentaire
10, Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (QC) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version "papier". Le ministère des Affaires municipales et de la Métropole considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents "papier", spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents "papier" ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. Toute erreur de concordance pourrait amener le Ministère à considérer votre document non conforme. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 8 000 000

- A) Surplus (déficit) de l'exercice (page S9 ligne 29)
B) Montant des revenus admissibles TGT (page S47 ligne 9)
C) Taux global de taxation (page S47 ligne 11)
D) Surplus (déficit) accumulé (page S8 ligne 24)